



PLAN LOCAL D'URBANISME DE LOUHOSSOA

PIECE 6 : ANNEXES

ARTELIA REGION SUD-OUEST SITE DE PAU

Hélioparc
2 Avenue Pierre Angot
64053 PAU CEDEX 9
Tel. : +33 (0)5 59 84 23 50
Fax : +33 (0)5 59 84 30 24

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
COMMUNE DE LOUHOSSOA



PLAN LOCAL D'URBANISME DE LOUHOSSOA

PIECE 6.1 : LISTE ET PLAN DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

ARTELIA REGION SUD-OUEST

SITE DE PAU

Hélioparc
2 Avenue Pierre Angot
64053 PAU CEDEX 9
Tel. : +33 (0)5 59 84 23 50
Fax : +33 (0)5 59 84 30 24

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
COMMUNE DE LOUHOSSOA

Porter à connaissance Commune de Louhossoa

I - Servitudes d'utilité publique recensées sur le territoire

AC1 - Monument historique protégé

NOM	TYPE_JU	PROCEDURE	DATE_ARRET	TYPE
EGLISE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION	Inv.MH.	ARRETE PREFECTORAL	18/04/2014	EGLISE

AC2 - Servitude de protection des sites et monuments naturels

CODE	NOM	CODE_RUBRIQU	NOM_RUBRIQUE
SCL0000525	Eglise, cimetière, place : parcelles n° 334 et 360 section A (LOUHOSSOA)	SCL	Site Classé

CODE	NOM	CODE_RUBRIQU	NOM_RUBRIQUE	DATE	SUPERFICIE_HA
SIN0000422	Eglise, cimetière, place, fronton et leurs abords	SIN	Site Inscrit	05/10/1942	1,4

AS1 - Servitude de protection des captages d'eau potable

cd_bss_des	cd_bss_ind	nm_captage	cd_com	lb_com	rf_nature	dt_dup	COORD_X	COORD_Y
10272X0005	S	GALHARIA_2	64350	LOUHOSSOA	01	20031219	348 336,66	6 255 242,4
10272X0006	S	GALHARIA_1	64350	LOUHOSSOA	01	20031219	348 320,6	6 255 265,31
10272X0051	S	GALHARIA BAS	64350	LOUHOSSOA	01		348 484,66	6 255 273,01

EL3 - Servitude de marchepied sur chaque rive (sur une bande de 3,25m)

ID_GEOSUP_	ID_GEOSUP_C	NOM	TYPE_PHYSIQU	ID_SUP	DATE_ARRET	SURFACE
		La Nive				0

I4 - Servitude relative à l'établissement des canalisations électriques

CODE	NOM	U_MAX	MAJ	MAJ_GEO	CODNAT_	Gest
SSVI5L31ZSSV6		63 kV	21/11/2002	10/03/1995		

PT1 - Servitude de protection des centres radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques

N_ANFR	Nom_de_la_station	Date	Type	Nom_gestionnaire	Zone_garde	Zone_protection
0640130026	LOUHOSSOA - IDIARTEKO BORDA	13/02/1978	PT1	TDF - DO Toulouse		500m

PT2 - Servitude de protection des centres radioélectriques contre les obstacles

NOM_GEN	NOM_TYPGEN	No_ANFR	Date	Gestionnaire	Nom_gestionnaire
LOUHOSSOA - IDIARTEKO BORDA	PT2	0640130026	25/10/1977	D05	

T1 - Servitude relative aux voies ferrées

ID_TRVFE	NATURI	ENERGIE	NB_VOIES	LARGEU	POSITION	CLASSÉ	TOPONYME
640 000 068	1	1	1	1	1	1	Bayonne - Saint Jean Pied de Port
640 000 070	1	1	1	1	1	1	Bayonne - Saint Jean Pied de Port

II - Prescriptions nationales ou particulières

Communes soumises à la loi montagne

La commune est soumise à l'application de la loi montagne (arrêté du 6/9/1985)

Sites Natura 2000 proposés en commission européenne dont les sites reconnus importance communautaire (SIC) - Directive Habitats

JO de l'union européenne - décision du 22/12/2003

**LA NIVE
MASSIF DU MONDARRAIN ET DE L'ARTZAMENDI
MASSIF DU BAYGOURA**

Zone de protection spéciale (ZPS) - Directive Oiseaux

Néant

Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF type 1)

Néant

Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF type 2)

**MONT BAIGURA
RESEAU HYDROGRAPHIQUE DES NIVES**

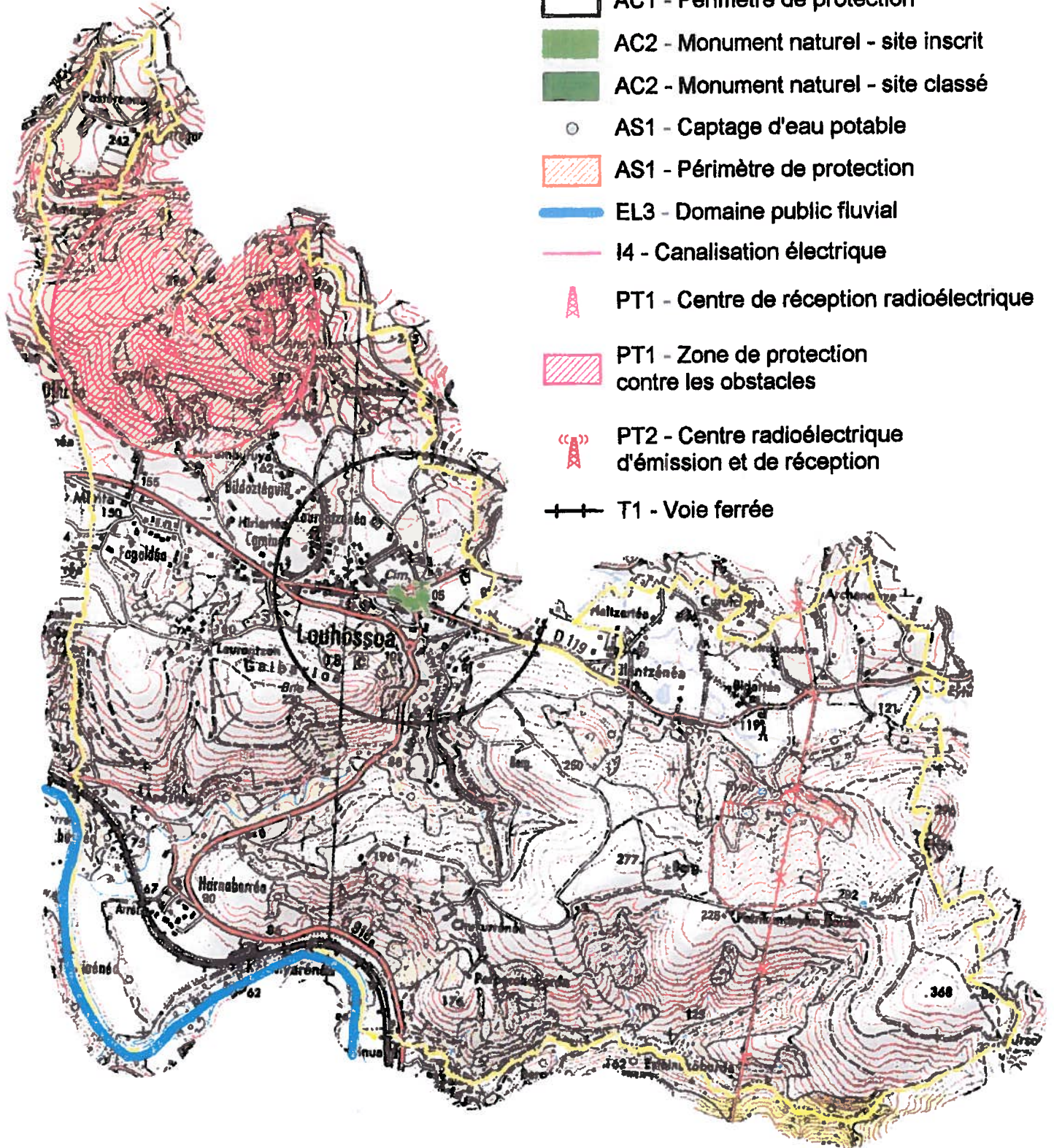
Forêts soumises au régime forestier

Néant

Porter A Connaissance Commune de Louhossoa

Légende

- ☆ AC1 - Monument historique
- AC1 - Périmètre de protection
- AC2 - Monument naturel - site inscrit
- AC2 - Monument naturel - site classé
- AS1 - Captage d'eau potable
- ▨ AS1 - Périmètre de protection
- EL3 - Domaine public fluvial
- I4 - Canalisation électrique
- 📡 PT1 - Centre de réception radioélectrique
- ▨ PT1 - Zone de protection contre les obstacles
- 📡 PT2 - Centre radioélectrique d'émission et de réception
- +— T1 - Voie ferrée





PLAN LOCAL D'URBANISME DE LOUHOSSOA

PIECE 6.2 : NOTE DE GESTION DES DECHETS

ARTELIA REGION SUD-OUEST

SITE DE PAU

Hélioparc
2 Avenue Pierre Angot
64053 PAU CEDEX 9
Tel. : +33 (0)5 59 84 23 50
Fax : +33 (0)5 59 84 30 24

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
COMMUNE DE LOUHOSSOA

LOUHOSSOA

COLLECTE DES DECHETS

La collecte des déchets ménagers est effectuée par le Pôle Territorial Errobi de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Organisation :

Le service de collecte du Pôle Territorial Errobi de la Communauté d'Agglomération Pays Basque regroupe 3 entités de gestion distinctes :

- La collecte des ordures ménagères résiduelles et des déchets banals des professionnels en bacs ou bornes (semi) enterrées (collecte hebdomadaire)
- La collecte des déchets recyclables en bacs jaunes , en points d'apport volontaire.
- Le réseau des 4 déchetteries (Ustaritz, Itxassou, Souraide, Arcangues)






Les habitants sont équipés de composteurs pour ceux qui le souhaitent.

Dispositif de collecte pour la commune de Louhossoa :

La majorité des foyers sont équipés de bacs individuels pour les ordures ménagères ainsi que pour les déchets recyclables. Les zones difficiles d'accès sont équipées de bacs collectifs à l'entrée du chemin pour les deux flux, disposés sur des plateformes posées au sol.

Points de collecte en apport volontaire sur la commune de Louhossoa :

Les équipements existant sur la commune :

-  1 Point d'apport volontaire (bornes aériennes) : Verre, Papiers, Emballages (métalliques, cartons et bouteilles en plastique) – Quartier Fagaldea
-  1 Point d'apport volontaire en borne enterrée : Verre, Papiers, Emballages – Le Bourg face à l'école
-  2 Borne à pile – Quartier Fagaldea et au Bourg face à l'école
-  1 Borne à vêtement – Au Bourg face à l'école
-  2 Bornes à verre aérienne - Quartier Izoki, Zone Artisanale

Localisation des points de collecte en apport volontaire au centre Bourg



Chiffres Errobi :

En 2016, la production des déchets ménagers et assimilés sur Errobi atteignait 13071 tonnes (+0,54% par rapport à 2015) soit environ 558kg/habitant avec un taux de valorisation de 70%.

tonnage OMR 2016 : 4650 tonnes (199kg/hab)

tonnage CS 2016 : 2131 tonnes (91 kg/hab)

soit 13071 tonnes au total

tonnages déchetteries 2016 : 6289 tonnes (268 kg/hab)

Fonctionnement :

Les déchets ménagers collectés sont acheminés vers le site Canopia à Bayonne après transit par le quai de transfert de Cambo (sauf pour les communes d'Arcangues et de Bassussarry dont les déchets sont directement déversés à Canopia).



Unité de Valorisation Organique par tri-méthanisation-compostage (UVO) de Canopia

Maître d'ouvrage	Syndicat Bil Ta Garbi (Titulaire de l'arrêté d'autorisation d'exploiter)	
Exploitant	Valortegia	
Localisation	Bayonne (64)	
Capacité annuelle	84 000 t	
Date de mise en service	Avril 2014	
Déchets admis	50 897 T dont 44 607 T d'OMR	
Collectivités utilisatrices	Sied Côte Basque Sud, CDC Errobi, Agglomération Côte Basque-Adour, CDC Nive-Adour	
Flux sortants		
Compost conforme	Production de compost répondant à la norme NFU 44-051 (au 31 août 2016)	1180 t
Refus de tri	(au 15 septembre 2016) Exutoire : ISDND de Zaluaga Bi et d'Hazketa. A compter du 30 mai, les refus haut PCI ont été valorisés vers l'unité de valorisation énergétique Astria à Bègles	21 746 t
Ferraille extraite	Valorisation matière (au 15 septembre 2016)	1 180 t

Energie	Biogaz produit (au 31 août 2016) ayant permis la production de :	3 883 915 Nm3
	Electricité produite	8 633 MWh
	Chaleur produite	4 658 MWh

Le traitement des déchets

Au moins 50% des déchets sont valorisés en énergie. Le restant est enfoui car non valorisable. Le site d'enfouissement concernant Errobi est la zone de Zaluaga à Saint Pée-Sur-Nivelle (21746 t en 2016 issus des refus de Canopia).

Les déchets des collectes sélectives et des déchetteries s'inscrivent dans les filières spécifiques en fonction de la nature des déchets. Ces filières assurent le recyclage, la valorisation/transformation des déchets produits, ou pour les déchets spécifiques, des traitements adaptés par des filières adaptées.

Centre de tri des collectes sélectives de Canopia		
Maître d'ouvrage	Syndicat Bil Ta Garbi (Titulaire de l'arrêté d'autorisation d'exploiter)	
Exploitant	Syndicat Bil Ta Garbi	
Localisation	Bayonne (64)	
Capacité annuelle	20 000 tonnes	
Mise en service	Décembre 2013	
Tonnages entrants	14 135 t provenant des collectivités adhérentes au Syndicat Bil Ta Garbi ainsi que des collectes provenant du SITCOM Côte Sud des Landes, du Syndicat Mixte Bizi Garbia et de l'entreprise RECO (kiosques de collecte sur parking supermarchés)	
Flux sortants		
Produits valorisés	Valorisation matière	13 697 t
Refus de tri	Exutoires : UVO Canopia (soit avec valorisation organique partielle)	1 672 t

LES FILIÈRES DE RECYCLAGE

A partir des déchets recyclables triés par les usagers et le centre de tri, elles produisent des « matières premières-secondaires » pour la fabrication de nouveaux objets.

	Repreneur	Destination
 Métal	AFM RECYCLAGE	Bayonne
 Cartons	PAPREC	Espagne
 Plastiques	VALORPLAST	PET : Bayonne PEHD : Espagne
 Emballages liquides alimentaires	SITA SUD-OUEST	Espagne
 Journaux, Revues, Magazines	PAPREC	Espagne
 Autres papiers	PAPREC	Espagne

A noter que les emballages en verre ne sont pas accueillis au centre de tri. La collecte du verre sur le Pôle Territorial Errobi de la Communauté d'agglomération Pays Basque est confiée à un prestataire de collecte, l'entreprise SLR.

Tonnages traités /valorisés sur le territoire e Bil Ta Garbi

En 2016, 69% des déchets produits étaient valorisés et les ordures ménagères résiduelles s'élevaient à moins de 3kg par habitant.

Le tri sélectif atteint 83kg/habitant/an en 2016 avec l'objectif de 100kg en 2020.

Déchetteries

La valorisation des déchets en déchetterie

FLUX DE DÉCHETS	Filière de valorisation / traitement
Tout-venant	Traitement par enfouissement
Déchets verts	Valorisation organique (compost)
Gravats	Valorisation matière (remblais) ou enfouissement en site à gravats
Ferraille	Valorisation matière (aciérie)
Bois	Valorisation matière (panneaux agglomérés)
Carton	Valorisation matière (papèterie)
D3E (Déchet d'Équipement Électrique et Electronique)	Valorisation matière et traitement spécialisé (Eco-organisme Ecologic)
Huile végétale	Valorisation matière (bio-carburant)
Pneus	Valorisation matière ou énergétique
DEA (Déchet d'Élément d'Ameublement)	Valorisation matière (Eco-organisme Eco-Mobilier)
Plâtre	Valorisation matière
Cartouches d'encre	Réemploi ou valorisation énergétique
Déchets dangereux	Valorisation matière et énergétique (Eco-Organismes Eco-DDS ; DASTRI ; Corepile)

LA PRISE EN CHARGE DES DÉCHETS DANGEREUX





PLAN LOCAL D'URBANISME DE LOUHOSSOA

PIECE 6.3 : PLAN DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

ARTELIA REGION SUD-OUEST SITE DE PAU

Hélioparc
2 Avenue Pierre Angot
64053 PAU CEDEX 9
Tel. : +33 (0)5 59 84 23 50
Fax : +33 (0)5 59 84 30 24

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
COMMUNE DE LOUHOSSOA



ACTUALISATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Zonage d'assainissement retenu

Date : Jun 2012
Echelle : 1/2000

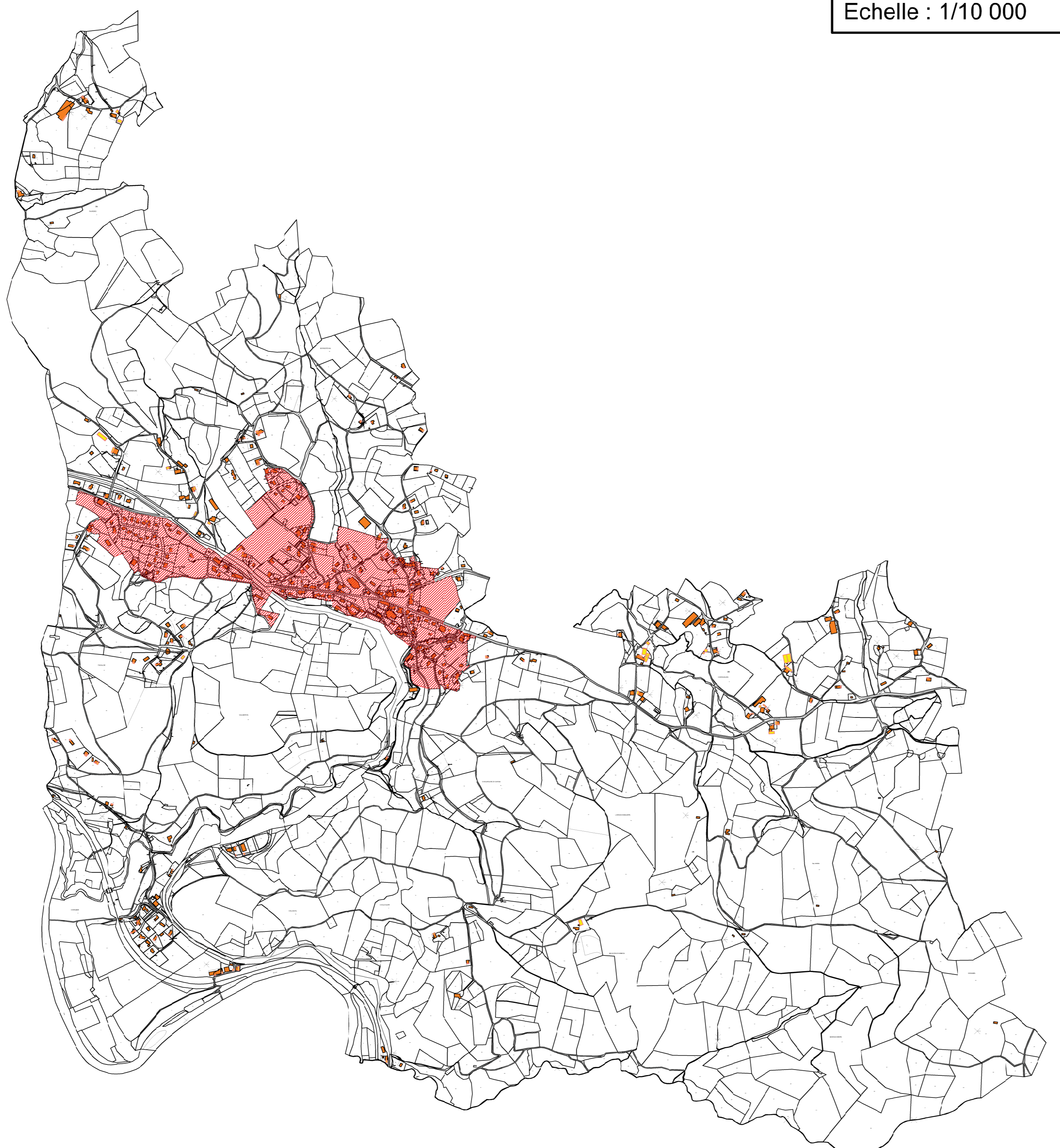
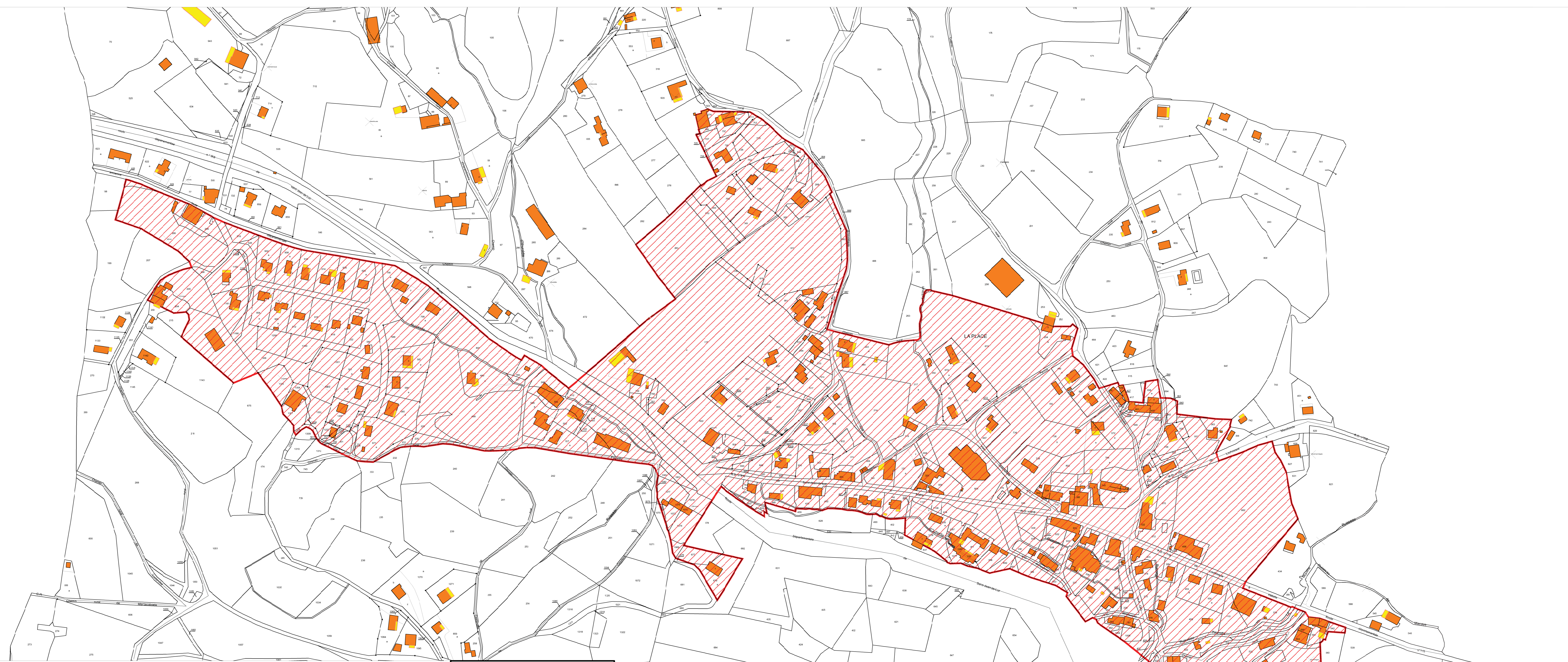


Service Communautaire de l'Énergie
SCE

Indice	DATES	MODIFICATIONS	dessinateur	projeteur
A	06/2012	actualisation du zonage	JMN	JMN
			Approuvé par : JDT	
			visa :	

Légende

- Zone d'assainissement collectif
- Zone d'assainissement non collectif
(zone définie par exclusion de la zone d'assainissement collectif)





PLAN LOCAL D'URBANISME DE LOUHOSSOA

PIECE 6.4 : PLAN DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

ARTELIA REGION SUD-OUEST

SITE DE PAU

Hélioparc
2 Avenue Pierre Angot
64053 PAU CEDEX 9
Tel. : +33 (0)5 59 84 23 50
Fax : +33 (0)5 59 84 30 24

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
COMMUNE DE LOUHOSSOA



PLAN LOCAL D'URBANISME DE LOUHOSSOA

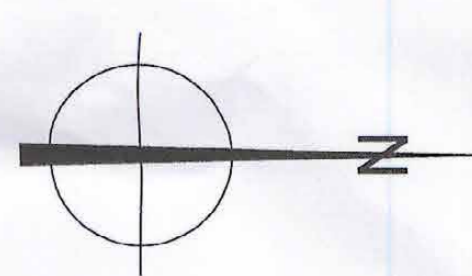
PIECE 6.5 : PLAN DU RESEAU AEP

ARTELIA REGION SUD-OUEST

SITE DE PAU

Hélioparc
2 Avenue Pierre Angot
64053 PAU CEDEX 9
Tel. : +33 (0)5 59 84 23 50
Fax : +33 (0)5 59 84 30 24

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
COMMUNE DE LOUHOSSOA



Pyrenées-Adriennes

SAIEP de Maeye-Louhroscoa

Diagnostic du réseau AEP

LI	DESCRIPTION	JA	DATE	STATUT
1	SAIEP de Maeye-Louhroscoa	15/05/2017	15/05/2017	SAIEP

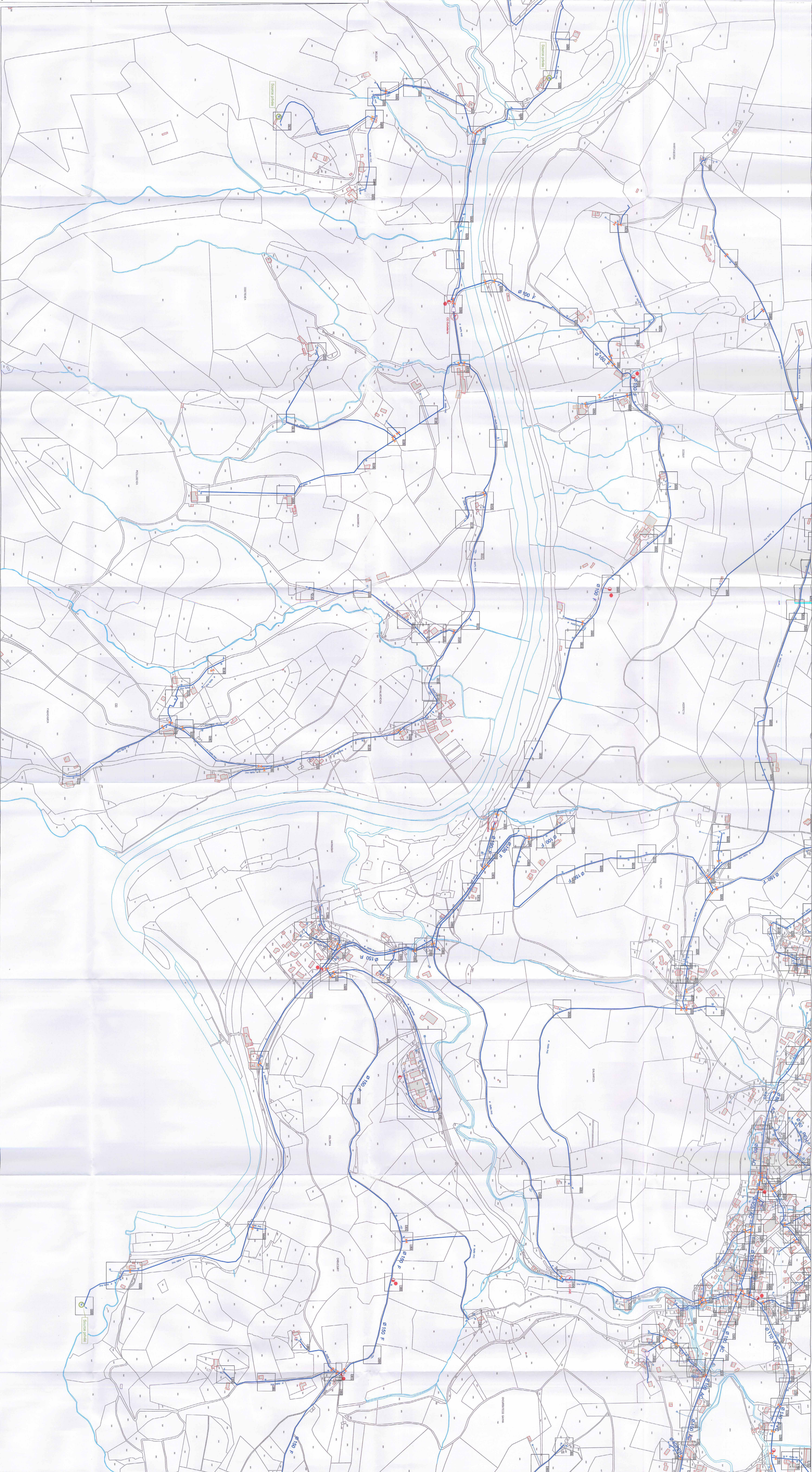
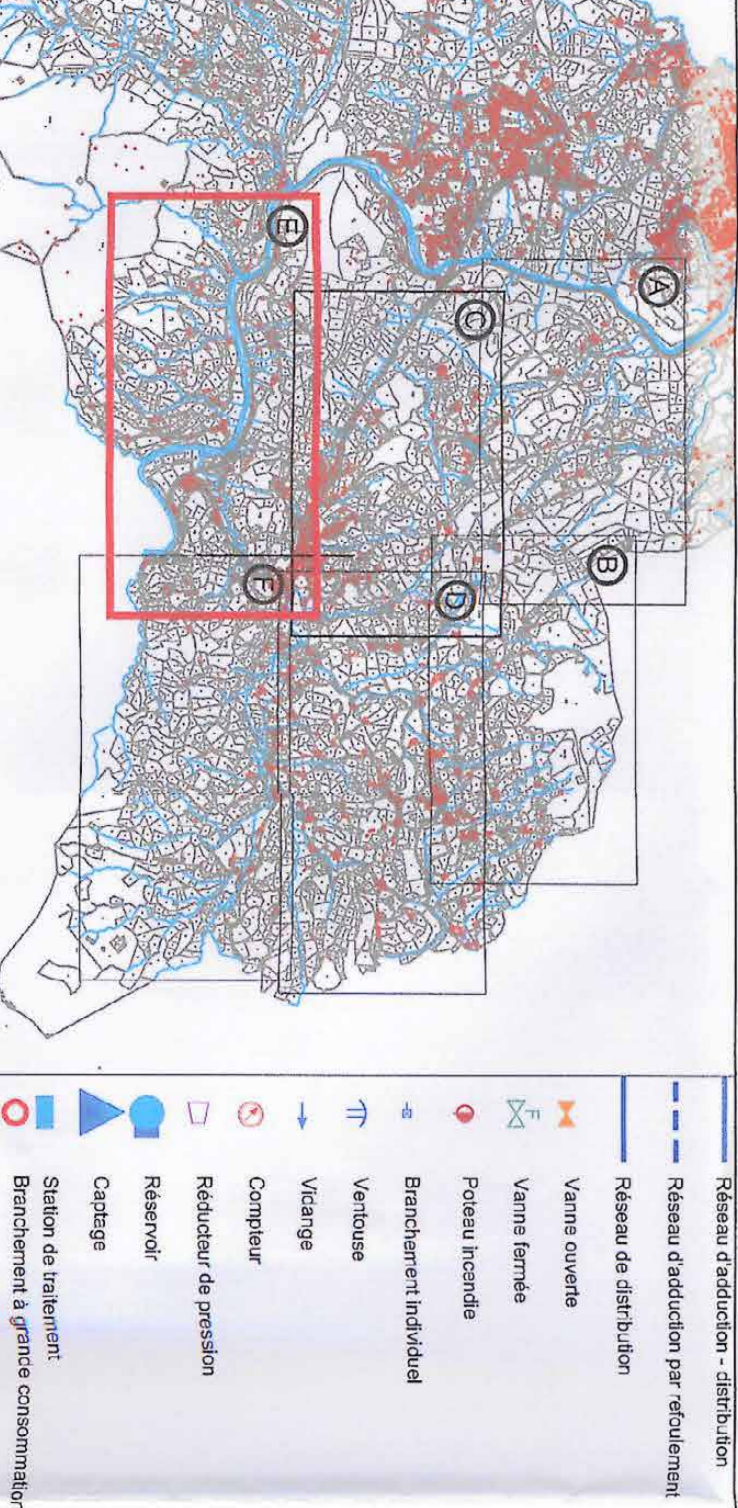
ESQ	PRO	DCE	VISA	DOE

Planche E

NUMERO DE PLAN: 15A1004_06
ECHELLE: 1/2500
DATE: 02/02/2017

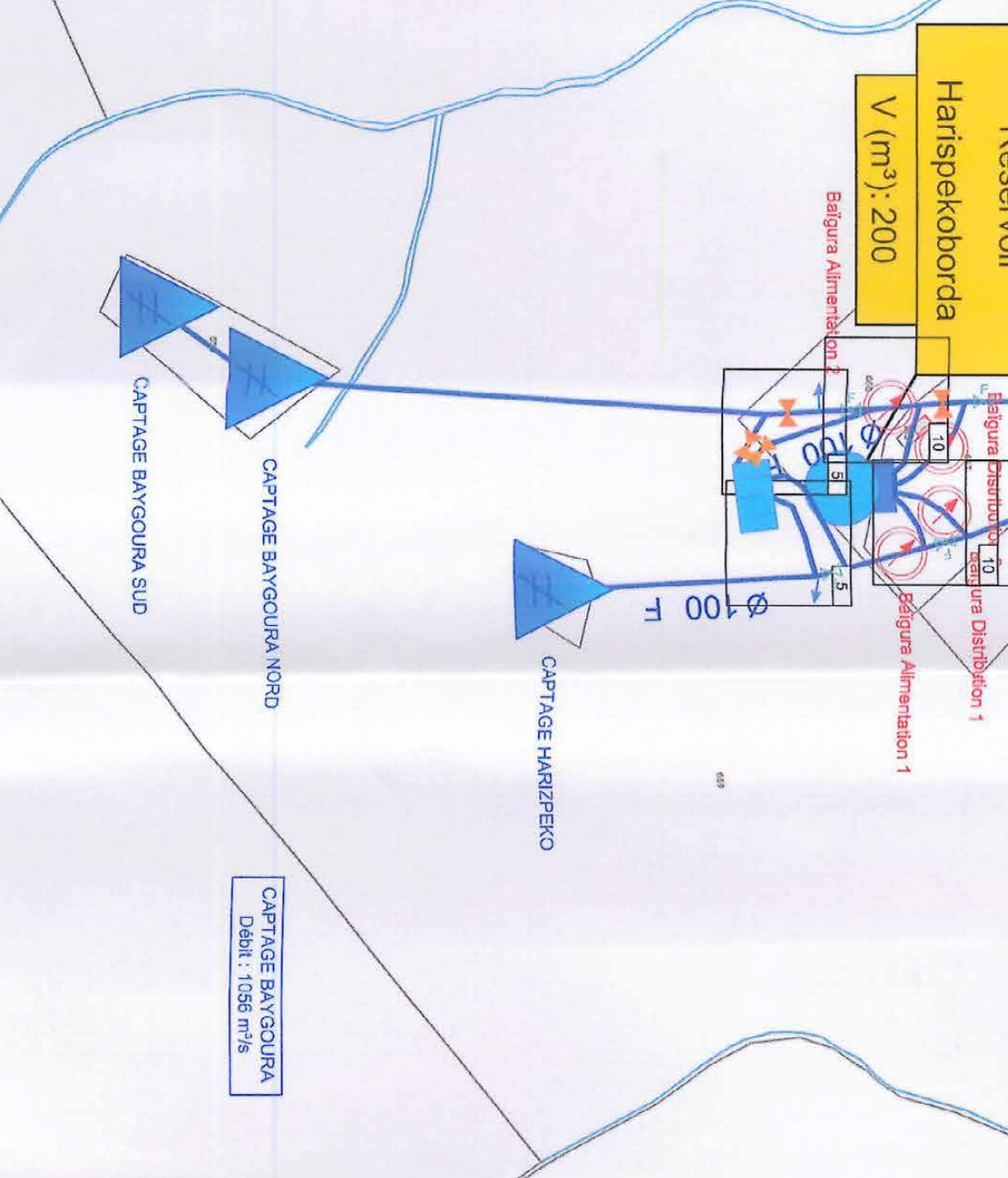
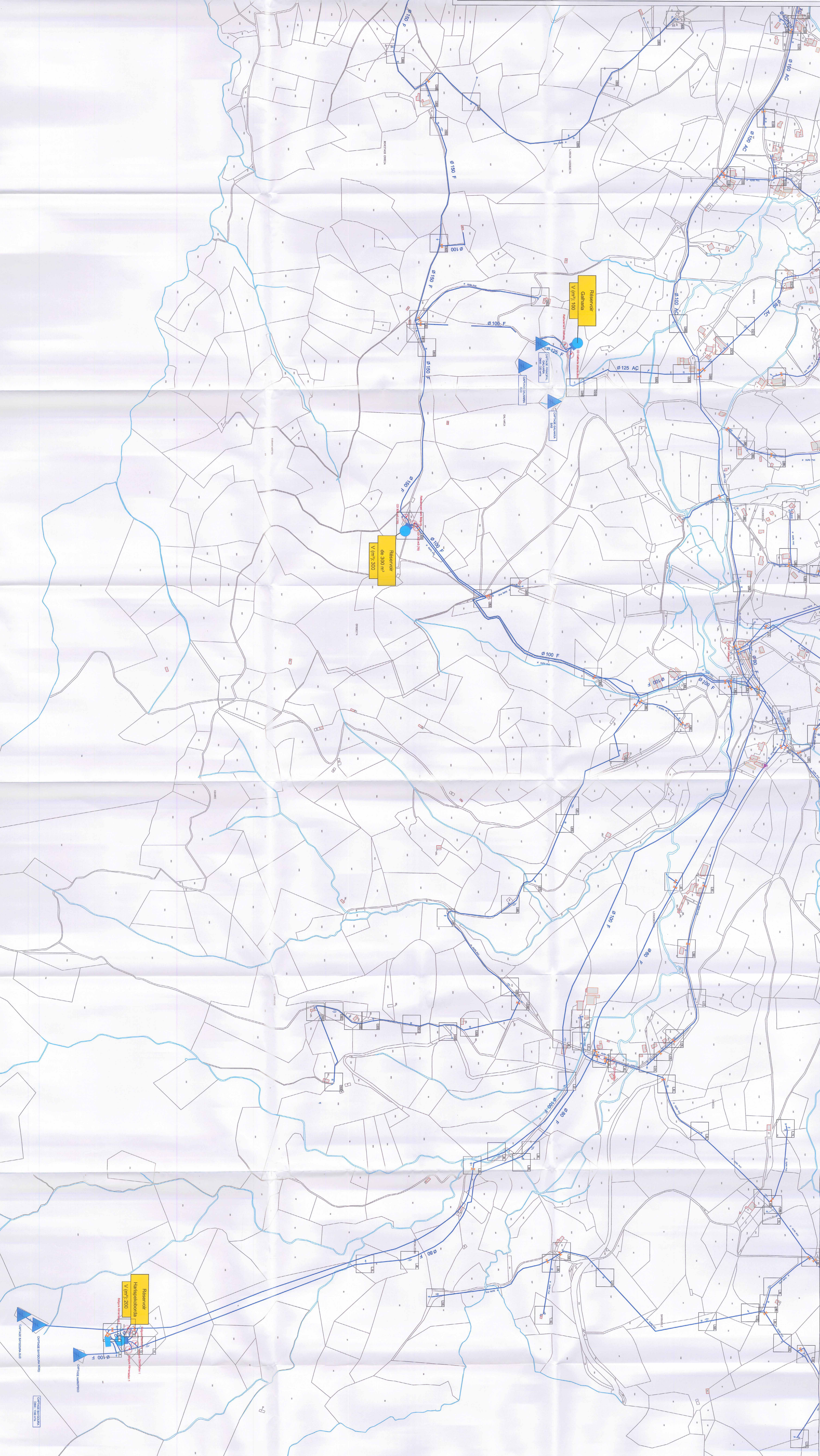
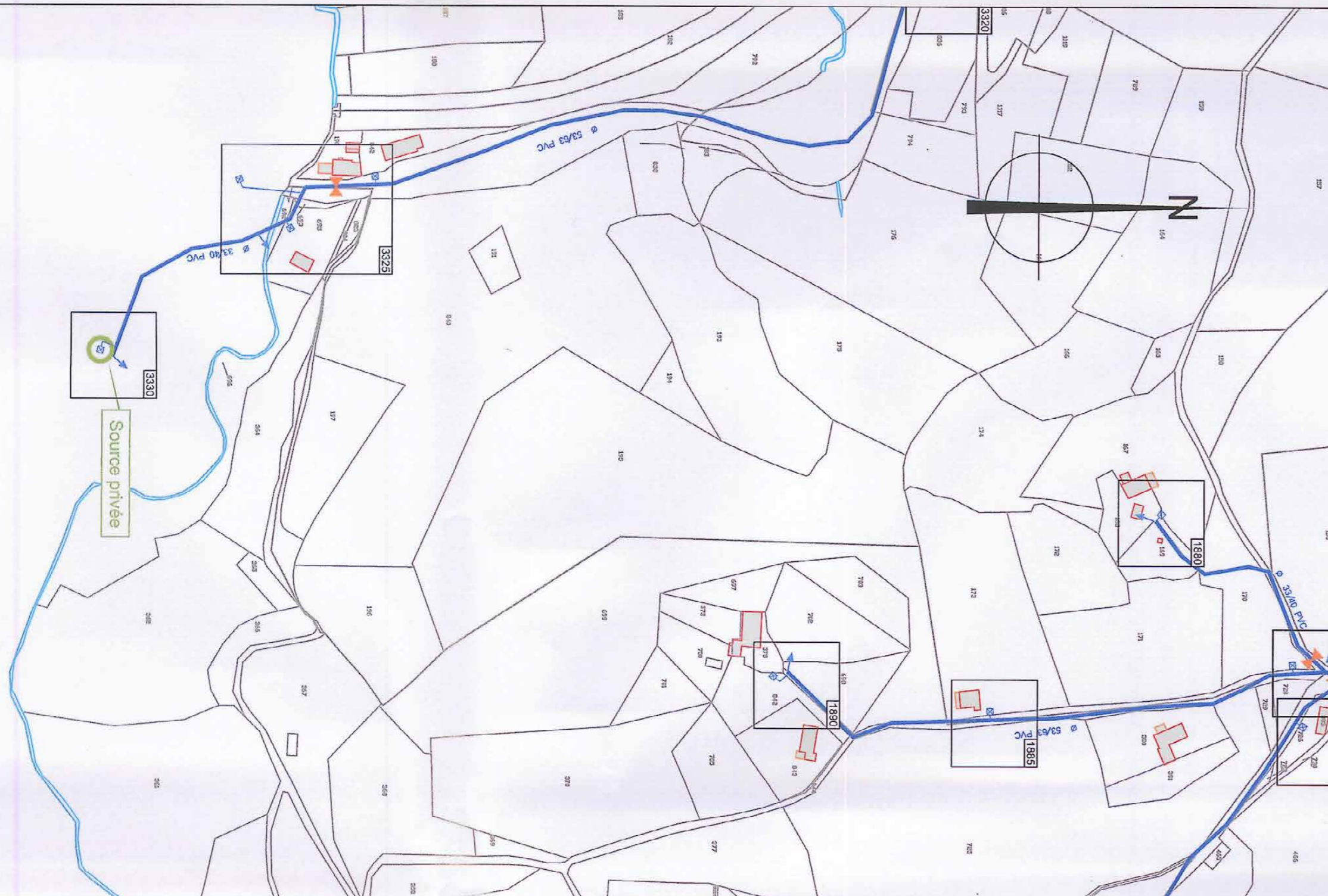
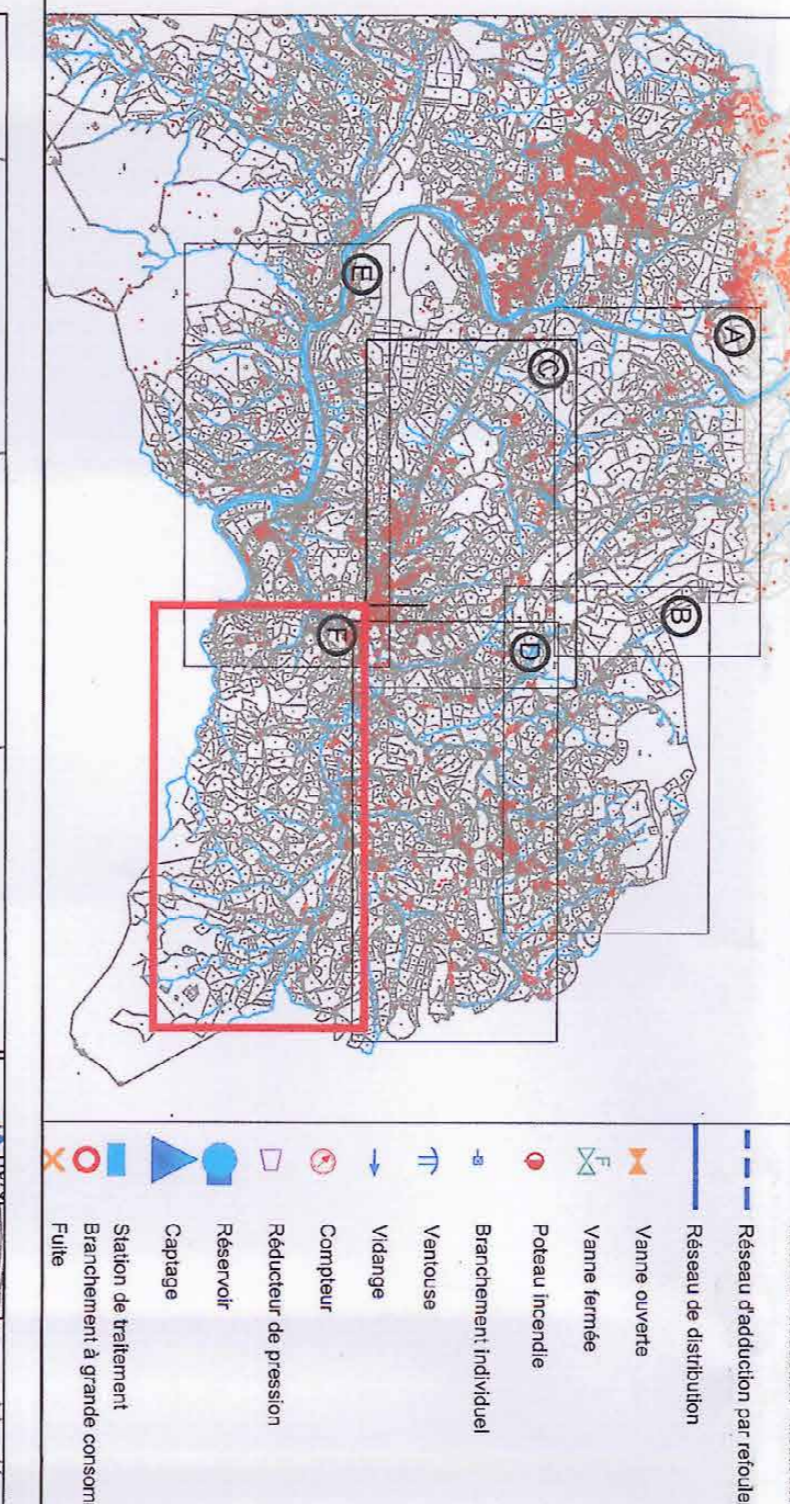
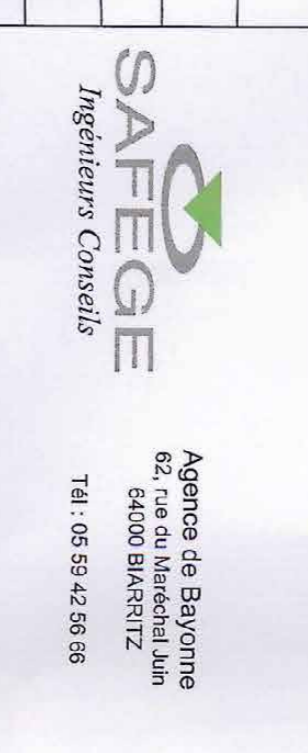
SAFEGE
Agence de Services
15000 MAEYE
05 48 98 42 46

Agence de Services
15000 MAEYE
05 48 98 42 46



Informations générales	
AI (SIREN)	181
AI (SIRET)	181
Nat	SA
ESQ	FR
ESQ	FR
AEP	FR
DCE	FR
VISA	FR
DCE	FR

Informations administratives	
NOMBRE DE PLAN	154/101_06
NOMBRE DE TUBE	ESCALE
ISMA/IS	10/200
DATE	02/02/2017
CHIEF DE PROJET	O. LAOUC





PLAN LOCAL D'URBANISME DE LOUHOSSOA

PIECE 6.6 : ARRETE ZONE A RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

ARTELIA REGION SUD-OUEST

SITE DE PAU

Hélioparc
2 Avenue Pierre Angot
64053 PAU CEDEX 9
Tel. : +33 (0)5 59 84 23 50
Fax : +33 (0)5 59 84 30 24

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
COMMUNE DE LOUHOSSOA

- un délégué du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur Dominique CAZABAN
- Monsieur Didier LACAZE-LABADIE
- Monsieur Jean-Paul BERNATAS
- Monsieur Michel JOAN

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et des Informations de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 12 mars 2001
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général : Alain ZABULON

ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE

Communauté d'Agglomération de Pau

Direction des collectivités locales et de l'environnement
(2^{me} bureau)

« Par arrêté préfectoral du 19 mars 2001, les compétences de la Communauté d'Agglomération de Pau sont étendues à :

- la réalisation et la gestion d'une aire d'accueil pour les grands rassemblements des gens du voyage,
- la participation au financement de l'Université des Métiers reconstruction des Centres de Formation de la Chambre des Métiers et de l'AFBTP »..

Syndicats intercommunaux

Par arrêté préfectoral du 23 mars 2001, le syndicat de regroupement pédagogique de Menditte-Idaux-Mendy a étendu son périmètre aux communes d'Ossas-Suhare et Sauguis-Saint-Etienne, et modifié ses statuts.

Par arrêté préfectoral du 19 mars 2001, le syndicat d'alimentation en eau potable de Crouseilles adhère au syndicat mixte d'alimentation en eau potable du Nord-Est de Pau.

Par arrêté préfectoral du 29 mars 2001, est créé le syndicat intercommunal d'assainissement autonome Ur Garbitze .

Par arrêté préfectoral du 28 mars 2001, l'ASA d'irrigation de Castetis a étendu ses compétences à la fourniture d'eau.

SANTÉ PUBLIQUE

Lutte contre le saturnisme infantile - Délimitation des zones à risque d'exposition au plomb

Arrêté préfectoral du 12 février 2001
Direction des collectivités locales et de l'environnement
(3^{me} bureau)

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la légion d'honneur

Vu l'article L 1334-1 à L 1334-6 du Code de la Santé Publique ;

Vu l'article R 32.1 à R 32.7 du Code de la Santé Publique relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L 1334.1 à L 1334. 4 de ce même code ;

Vu l'article R 32.8 à R 32.12 du Code de la Santé Publique relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues à l'article L 1334.5 de ce même code ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état de risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R 32.12 du Code de la Santé Publique ;

Vu les avis des Conseils Municipaux ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 19 Janvier 2001 ;

Considérant le risque de saturnisme encouru par les enfants de moins de six ans dû à l'ingestion de plomb même à faible dose ;

Considérant le risque potentiel de rencontrer du plomb dans les constructions d'avant 1948 ;

Considérant l'égalité répartition de ces constructions sur le territoire départemental ;

Sur proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article premier : L'ensemble du département des Pyrénées-Atlantiques est classé zone à risque d'exposition au plomb.

Article 2 : Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1^{er} janvier 1948. Cet état doit avoir été établi depuis moins

d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou du contrat susvisé.

Article 3 : Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute autre activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble.

Article 4 : Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état mentionné à l'article 2 n'est pas annexé aux actes susvisés.

Article 5 : Si cet état établit l'absence de revêtement contenant du plomb, il n'y a pas de risque d'accessibilité et en conséquence il n'y a pas lieu de faire établir un nouvel état à chaque vente. Toutefois, l'état initial établissant l'absence de revêtement contenant du plomb devra être joint à chaque promesse unilatérale de vente ou d'achat.

Article 6 : Lorsque celui-ci révèle la présence de revêtement contenant du plomb en concentration supérieure au seuil défini en application de l'article R 32-2 du Code de la Santé Publique, une note d'information, conforme au modèle pris par arrêté ministériel, est annexée à cet état.

Article 7 : Lorsque l'état annexé à l'acte authentique qui réalise ou constate la vente révèle, d'une part la présence de plomb et d'autre part un risque d'accessibilité à ce plomb, le vendeur ou son mandataire en informe le Préfet.

Article 8 : Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtement contenant du plomb en concentration supérieure au seuil défini en application de l'article R 32-2 du Code de la Santé Publique, il doit être communiqué sans délai par le propriétaire aux occupants.

Article 9. Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune avant le 15 avril 2001 pendant une durée d'un mois.

Article 10. Le présent arrêté sera publié dans deux journaux locaux et adressé au conseil supérieur du notariat à la chambre départementale des notaires et aux barreaux constitués près les tribunaux de Grande Instance avant le 15 avril 2001.

Article 11. Le présent arrêté sera applicable aux actes visés à l'article 2 signés à compter du 1^{er} septembre 2001.

Article 12. MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous Préfets, M^{me} la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Équipement, M^{me}s et MM. les Maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes administratifs et des Informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 12 février 2001
Le Préfet : André VIAU

INSTRUCTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

COLLECTIVITES LOCALES

Rappel des mesures à prendre par les conseils municipaux à la suite de leur renouvellement général

Circulaire préfectorale du 26 mars 2001
Direction des collectivités locales et de l'environnement
(2^{me} bureau)

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

à

Mesdames et Messieurs les Maires du département des Pyrénées-Atlantiques

Mesdames et Messieurs les Présidents des établissements publics locaux

Afin de faciliter l'installation des conseils municipaux et des organismes qui en dépendent, le ministère de l'intérieur vient de rappeler les différentes mesures qui doivent être prises par les nouveaux élus par circulaire du 12 Mars 2001 ci-après.

Fait à Pau, le 26 mars 2001
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général : Alain ZABULON

Rappel des mesures à prendre par les conseils municipaux à la suite de leur renouvellement général

Afin de faciliter l'installation des conseils municipaux et des organismes qui en dépendent, et d'assurer dans de bonnes conditions la mise en place des institutions communales et intercommunales, après le renouvellement général des conseils municipaux, il paraît utile de rappeler les différentes mesures qui doivent être prises par les nouveaux élus.

Les dispositions législatives qui sont intervenues depuis les élections municipales de 1995 nécessitent d'actualiser les commentaires portant sur différents points abordés dans la circulaire du 19 juin 1995 (NOR.REF.B.95.00002.C), diffusée à l'occasion des élections municipales générales de 1995 et à laquelle se substitue la présente circulaire.

Les modifications essentielles résultent de la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du code général des collectivités territoriales, d'une part, de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, d'autre part.

Vous trouverez donc, ci-dessous, le rappel d'un certain nombre de décisions à prendre soit par l'assemblée délibérante, soit par l'organe exécutif, soit par les élus à titre individuel.



PLAN LOCAL D'URBANISME DE LOUHOSSOA

PIECE 6.7 : DROIT DE PREEMPTION URBAIN

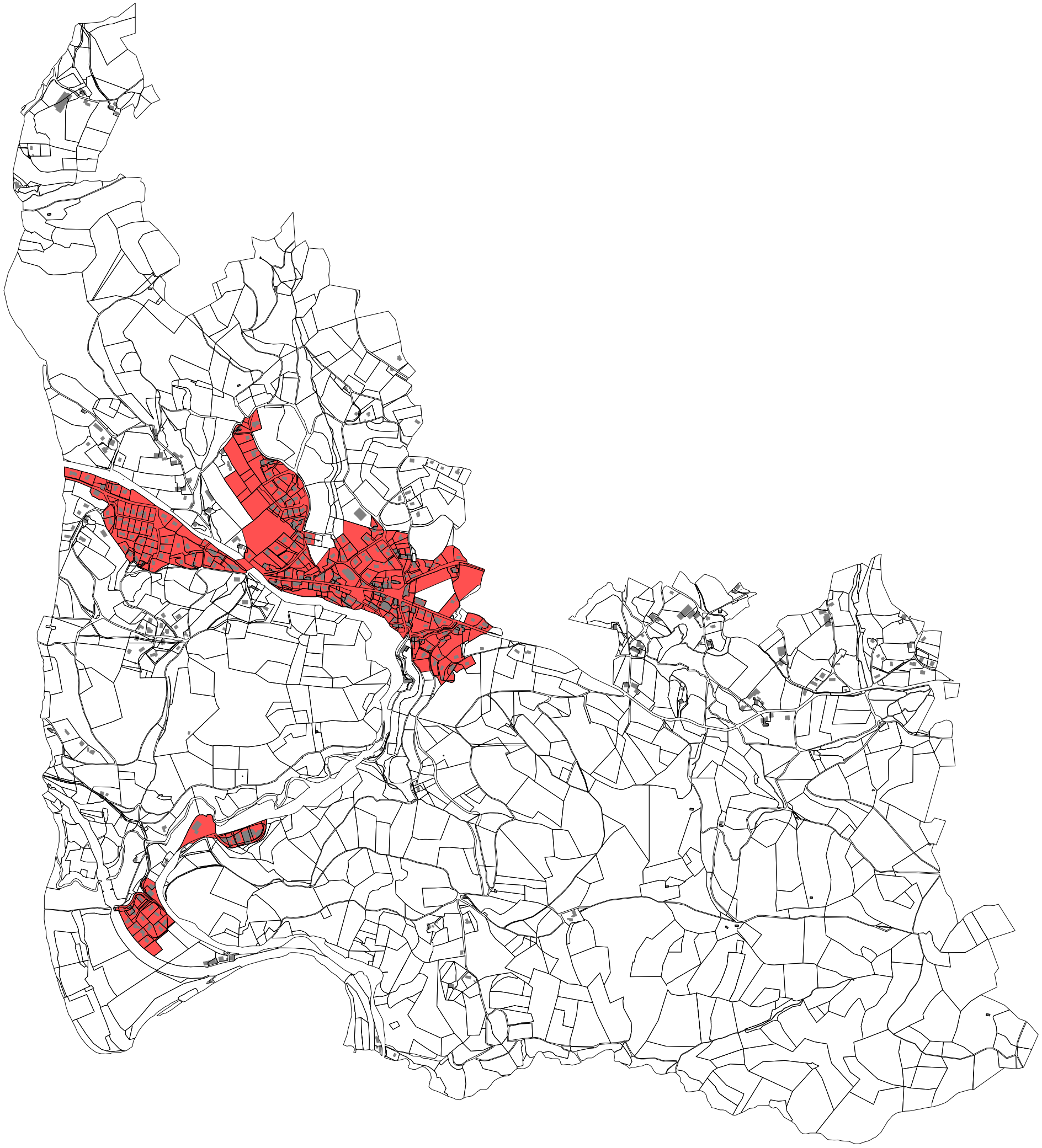
ARTELIA REGION SUD-OUEST


SITE DE PAU

Hélioparc
2 Avenue Pierre Angot
64053 PAU CEDEX 9
Tel. : +33 (0)5 59 84 23 50
Fax : +33 (0)5 59 84 30 24

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
PAYS BASQUE
COMMUNE DE LOUHOSSOA

Plan du DPU commune de Louhossoa



 Zones urbaines et à urbaniser soumises au Droit de Préemption Urbain

